

COUR DES ASSURANCES SOCIALES

Décision du 19 août 2011

Présidence de Mme THALMANN, juge unique
Greffière : Mme Donoso Moreta

Cause pendante entre :

H. _____, à Vevey, recourant

et

OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ POUR LE CANTON DE VAUD, à
Vevey, intimé

Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD

Vu le recours interjeté le 10 mars 2009 par H. _____ à l'encontre de la décision prise le 18 février 2009 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud (OAI),

vu la réponse déposée le 29 mai 2009 par l'OAI,

vu les écritures subséquentes des parties,

vu le courrier du 7 juin 2010 de l'OAI, duquel il ressort que la demande d'aide au placement formulée par le recourant a été transmise au service compétent,

vu la déclaration, datée du 7 juillet 2011 et transmise au juge instructeur par l'OAI le 18 août 2011, par laquelle le recourant retire son recours, au vu des arguments développés dans le courrier du 7 juin 2010 précité ;

considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi cantonale vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36),

qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 50, 91 et 99 LPA-VD).

**Par ces motifs,
le juge unique
prononce :**

- I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours.
- II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens.

Le juge unique :

La greffière :

Du

La décision qui précède est notifiée à :

- H. _____,
- Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud,
- Office fédéral des assurances sociales,

par l'envoi de photocopies.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).

La greffière :